

Développement et Action Sociale

Introduit par Miloon Kothari, publication dirigée par Deborah Eade

Préface

Deborah Eade

Pour beaucoup d'ONG progressistes et d'organisations de la société civile (OSC), l'action sociale -- capacité des gens à s'organiser ensemble pour un objectif commun, social -- repose au coeur de leur compréhension du développement.¹ La mobilisation populaire, soit pour défendre les droits existants qui se trouvent menacés, ou pour protester contre le rejet de ces droits, est considérée actuellement aussi cruciale pour le processus de développement que la croissance économique -- sinon plus. Sans cette sorte d'engagement de masse dans la promotion et ensuite la défense de ces revendications, même les bénéfices concrets peuvent rester très fragiles. Un cas important est la fermeture des dispositions publiques pour les soins des enfants en Grande-Bretagne suite à la Seconde Guerre Mondiale : bien qu'elles bénéficiaient évidemment aux femmes qui travaillaient et permettaient à plus de femmes de gagner un revenu, elles ont pu être suspendues avec relativement peu de protestations, en partie car elles n'avaient pas été obtenues par les femmes qui les utilisaient, mais étaient vues comme un service que l'Etat avait besoin de fournir seulement comme une partie de l'effort en raison de la guerre -- un effort qui entraînait un contingent de femmes, temporairement, dans les fabriques de munitions. Avec un chômage potentiel élevé des hommes dans la période de l'après-guerre, il était perçu comme une priorité politique plus pressante de placer les hommes dans les emplois plutôt qu'y garder les femmes. Probablement, si des nurseries avaient été originellement établies en réponse à des groupes de pression de masse, le prix politique de leur fermeture eût peut-être été prohibitif. Si cela avait eu lieu, des générations de parents en activité professionnelle (et leurs enfants) en Grande-Bretagne auraient profité d'une qualité de vie élevée, et beaucoup d'inégalités entre les hommes et les femmes auraient certainement diminué ou même disparu.

Les personnes s'organisent pour des motifs altruistes, comme par exemple lors des mouvements contre l'esclavage au dix-neuvième siècle ou lors de la campagne anti-apartheid à notre époque. Dans d'autres cas, la motivation se dirige vers leurs propres intérêts en tant que groupes -- qu'il s'agisse des droits des peuples indigènes ou des minorités ethniques à l'auto-expression ou l'auto-règlement culturels, ou la revendication des voix des femmes ou des droits de ces dernières de quitter leur mari en cas d'abus de leur part. On peut également voir beaucoup des guerres de libération des 50 dernières années comme une forme d'action sociale à grande échelle. Pendant que les revendications de certains mouvements d'opposition armée pour représenter 'le peuple' semblent quelque peu exagérées avec le recul, ces mouvements ont cependant été souvent plus représentatifs que toute autre forme d'expression politique possible de la part des citoyens ordinaires. (Par exemple, le fait que de nombreuses communautés de paysans aient choisi de rester dans les zones de guerre ou d'y retourner au cours des douze années de guerre du Salvador, n'implique pas nécessairement, cependant, comme le soutiennent les militaires salvadoriens, qu'ils étaient tous des membres signataires de l'opposition

armée, le FMLN. Cela ne signifiait pas non plus que le FMLN était un modèle de démocratie, de transparence et de responsabilité publique. Evidemment pas : il s'agissait d'une guerrilla armée devenue une guerre prolongée contre des forces gouvernementales aux ressources bien plus élevées et souvent brutales. Ce que cela signifie est que de nombreuses personnes parmi les plus pauvres du pays voyaient dans le projet d'ensemble du FMLN qu'il représentait leurs intérêts de façon plus efficace que n'aurait pu jamais le faire le système politique existant).

Néanmoins, ce qui était commun dans les diverses formes de mobilisation sociale dans le passé, était le fait que les campagnes, locales ou internationales, étaient généralement basées sur le temps et l'espace, et pouvaient être vues comme une cible identifiable ou un objectif tangible (quoique ambitieux). Ceci pouvait abattre un gouvernement ou réformer une institution d'état -- tel que disperser une branche discréditée des forces de sécurité publique ou décréter une forme quelconque de législation. Cela pouvait aussi tendre à influencer un corps extérieur, comme un gouvernement étranger, la Banque Mondiale, ou une compagnie privée.

Ce qui est différent aujourd'hui, comme le souligne **Miloon Kothari** dans son introduction, est que le locus de l'action sociale a changé, et continuera à le faire, dans le contexte d'une mondialisation économique rapide. Pendant que s'élargit la brèche, en profondeur et en largeur, entre les riches et les pauvres comme un inévitable sous-produit de la forme que prennent les idéologies du marché libre, il est toujours plus difficile de déterminer d'une façon précise les institutions et les politiques qui sont maintenant responsables. De plus en plus, elles sont gouvernées par des forces qui surgissent au-delà des frontières et agissent en travers d'elles. Dans un sens large, on peut placer la responsabilité à l'entrée des institutions financières internationales, telles que la Banque Mondiale ou le Fonds Monétaire International (FMI), ou l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), ou des organismes comme l'OCDE, ou les banques régionales de développement telles que la Banque Inter-américaine de Développement (BID). Mais il s'agit essentiellement d'organes inter-gouvernementaux, et bien que le pouvoir individuel des nations du G-7 contre le pouvoir collectif des états membres du G-77 soit reflété dans les politiques économiques de ces institutions, de nombreux mécanismes internationaux pourraient être utilisés pour les rendre responsables, en taisant l'importance des intrigues de couloir de leur propre gouvernement. Par exemple, des appels se sont multipliés depuis 1995 pour que les institutions de Bretton Woods, comme faisant partie du système des Nations Unies, et l'OMC (qui n'en fait pas partie) deviennent formellement responsables au Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC), à travers ses sessions annuelles. (Leur refus d'être responsables pour ces organes inter-gouvernementaux a amplifié les doutes, si l'on peut dire, de savoir si leurs revendications pour une transparence et une ouverture au scrutin public ne sont pas autre chose que de la rhétorique). Miloon Kothari illustre quelques-unes des voies créatives dans lesquelles des mécanismes de droits de la personne existants ont été utilisés par une série d'OSC pour rendre les institutions publiques responsables des valeurs pour lesquelles elles sont formellement et légalement engagées. Mais il illustre également que ceci ne représente pas la seule origine du problème.

Des blames sont souvent attribués à ces entreprises multinationales qui sont les plus atroces dans leur mépris pour les droits de la personne, ou dont la conduite menace le plus le bien-être et les moyens d'existence de millions de personnes innocentes. Des compagnies telles que Monsanto, Shell, et Nike sont, tout au moins, en train de se demander comment éviter la précipitation de tels désastres de relations publiques dans le futur : on espère que cette auto-recherche pourrait être le commencement d'une attitude plus responsable vis-à-vis d'une éthique d'affaires. Dans un monde de produits, les consommateurs sont aussi une responsabilité éthique pour s'engager avec les forces de la mondialisation économique. Les mobilisations des consommateurs, telles que la Campagne Clean Clothes ont accru la conscience publique sur l'emploi de pratiques par les compagnies dont les forces de travail sont le plus souvent situées dans les communautés pauvres, en particulier dans les pays du Tiers Monde. Et des groupes de commerce loyal comme la Fondation Max Havelaar, ont longtemps promu les intérêts des producteurs de café et autres produits. Les droits des enfants, et les droits des enfants ouvriers, ont acquis une importance plus grande au cours des dernières années, et ont été rehaussés au cours de la Marche Internationale Contre le Travail des Enfants, en 1998. Mais la plupart des violations des droits sont de loin d'une nature moins spectaculaire -- et même banale, pour citer la philosophe Hannah Arendt -- et ne suscitent pas d'indignation publique internationale. Plus significative, la mondialisation économique rend toujours plus difficile l'identification et l'isolation du 'coupable'. Des compagnies changent leur gestion d'un endroit à l'autre, expérience boardroom takeovers, font et défont des fusions entre des secteurs totalement différents, et jouent les jeux des spéculations financières plus rapidement que le temps que nous pourrions mettre à examiner leur conduite et à dénoncer des pratiques louches ou malfaisantes.

Mais comme les processus de dérégulation, de 'marketisation' des services publics, et de la libéralisation du commerce international grincent inexorablement, les forces de la résistance populaire doivent donc adopter de nouveaux modèles et de nouvelles formes. Les luttes pour la justice sociale et économique sont encore vécues à un niveau local et dans la vie quotidienne des personnes, et il est primordial de promouvoir une action sociale à ce niveau. Mais les leviers du changement sont rarement à la portée du citoyen moyen, ou vraiment d'un groupe de pression isolé agissant seul même à niveau national, et encore moins à niveau international, lançant les relations beaucoup plus loin que les variations sur le vieux slogan de 'pensez mondial, agissez local'. Les façons par lesquelles les mêmes forces mondiales pénètrent maintenant les vies de millions d'individus dans le monde imposent et permettent en même temps différentes formes de protestation et différentes formes d'organisation transnationale et de communication inter-culturelle. Les forces qui oppriment et divisent les sociétés contemporaines sont plus fortes, plus étendues et plus diverses qu'elles n'avaient jamais été ; mais le potentiel pour générer une solidarité internationale à travers les limites et les frontières n'a jamais été plus grand.

Au début des années 1990, les ONG ont consacré une énergie intellectuelle majeure au thème 'd'amplification' de leur impact.² Le problème était que, dans la mesure où ils étendaient loin à l'extérieur leur propre petit monde de projets de développement et de financement d'assistance, ils se fixaient sur ce 'qu'ils' pouvaient

faire pour influencer l'environnement politique plus large. Après dix ans de tels débats, il est maintenant évident, même pour l'ONG la plus narcissiste, que leur influence propre dans le monde est insignifiante. Cependant, malgré leurs campagnes criarde, malgré leur travail de défense subtil ou en pleine lumière, malgré un fort appel public, aucun ONG ne peut espérer obtenir de très bons résultats si elle agit seule. Le défi qu'affrontent les ONG aujourd'hui est de déterminer les valeurs et les priorités qui pourraient modeler leurs alliances avec d'autres OSC (comme les syndicats, les organisations de droits de la personne ou les groupes en rapport avec l'Eglise), et d'être ensuite suffisamment réservées pour travailler avec une série d'acteurs sociaux dans une protestation plus efficace contre les violations et les humiliations qui prévalent dans l'ordre économique mondial et qui condamnent des millions de femmes, d'hommes et d'enfants. Uniquement sur la base d'une cause commune entre elles-mêmes, les OSC pourront acquérir une crédibilité politique en proposant des choix plus humains, plus éthiques et plus soutenables pour un 'développement' tel que nous le connaissons actuellement. Les expériences rassemblées dans ce volume suggèrent que, malgré leur engagement d'une mobilisation pour le changement basée sur l'envergure (et beaucoup d'ONG dans le monde ont leurs racines historiques sous de telles formes d'expression), les ONG ont encore beaucoup à apprendre concernant les nouvelles formes d'action sociale.

Notes

1 Par exemple, Oxfam GB voit la promotion de cette capacité organisationnelle comme la véritable pierre angulaire de ces travaux, tel que souligné dans *Le Manuel Oxfam du Développement et de l'Assistance* (1995).

2 Voir, par exemple, John Clark: *Démocratiser le Développement : Le Rôle des Organisations Bénévoles*, Londres : Earthscan, 1991; et Michael Edwards et David Hulme : 'Amplifier l'impact des ONG sur le développement : apprendre de l'expérience', *Pratiques de Développement* 2 (2), 1992.